

MAIRIE DE SAINT-JUST D'ARDECHE (07700)

CONSEIL MUNICIPAL

MENTION DE LA CONVOCATION AU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Convocation du 26 février 2020.

La convocation a été adressée individuellement à chaque membre du Conseil Municipal pour la réunion qui aura lieu le 4 mars 2020 à 18 heures.

Le Maire,
Pierre-Louis RIVIER.

PROCES VERBAL SEANCE DU 4 MARS 2020

Nombre de Conseillers :	L'an deux mille vingt
En exercice: 17	le 4 mars à 18 heures.
Présents : 11	le Conseil Municipal de la Commune de SAINT-JUST D'ARDECHE,
Votants : 12	dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à la Mairie,
	sous la présidence de Monsieur Pierre-Louis RIVIER, Maire.

PRESENTS : Pierre-Louis RIVIER, Maire, Isabelle ROSIN, Jérôme PRADIER LAGET, Céline FOREST, Frédéric MAURICE, Mickaël ROBERT, Adjointes.
Eliane ROUDIER, Marlène ALVES, David ANDRE, Brigitte PUJUGET-GUIGUE, Jean-François ROCHE

ABSENTS EXCUSES : Julie GERARD (donne procuration a Jérôme PRADIER). Madame Jocelyne COMBALUSIER excusée.

Les conseillers présents, représentant la majorité des membres en exercice, ont procédé, conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, à la désignation de Madame Céline FOREST en qualité de secrétaire de séance.

En outre, il a été décidé d'adjoindre à ce secrétaire, en qualité d'auxiliaire pris en dehors du Conseil, **Véronique BRUNEAU**, Secrétaire de mairie, qui assistera à la séance, mais sans participer à la délibération.

Il est donné lecture des délibérations prises lors de la séance du 16 décembre 2019.

Le procès-verbal de la séance du 16 décembre 2019 est adopté.



1-Objet : Compte administratif 2019 budget principal

Le Conseil Municipal, délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2018 de la Commune, dressé et présenté par Monsieur PRADIER Jérôme Adjoint au Maire, après s'être fait présenter le Budget Primitif et les décisions modificatives de l'exercice considéré :

1°) Lui donne acte de la présentation du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

- Excédent de la Section de Fonctionnement : 204 750.47€
- Excédent de la Section d'Investissement : 133 394.32 €

2°) Arrête, après retrait de Monsieur le Maire, les résultats tels que résumés ci-dessus.

5 abstentions / 7 pour

Ont signé au registre les membres présents.

Pour extrait conforme.

Le Maire,

Acte déposé en Préfecture de l'Ardèche par télétransmission le

2-Objet : Affectation des résultats 2019 du budget principal

Le Conseil Municipal, délibérant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2018 du budget principal, après examen du Compte Administratif de l'exercice considéré,

- Décide d'affecter la somme de :
 - 105 551,61 € au compte 002 Excédent de Fonctionnement reporté.
 - 99 198,86 € au compte 1068 Section investissement.

5 Abstentions/ 8 Pour

3-Objet : Compte de gestion 2019 du receveur budget principal

Le Conseil Municipal :

- Après s'être fait présenter le Budget Primitif de l'exercice 2019 du budget principal de la Commune et les décisions modificatives s'y rattachant, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux de mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

- Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2019,

- Après s'être assuré que le Receveur ait repris dans ces écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019 celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés de passer dans ses écritures,

1°) Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2019, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2°) Statuant sur l'exécution du Budget de l'exercice 2019 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3°) Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Décide que le Compte de Gestion du budget principal de la Commune dressé pour l'exercice 2019 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

4-Objet : Budget primitif principal 2020

Monsieur le Maire présente au Conseil le projet du Budget Primitif 2020 de la Commune et rappelle le débat d'orientation budgétaire qui s'est tenu mercredi 25 février 2020 en mairie.

Oui l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal :

- APPROUVE le Budget Primitif 2020 de la Commune :

- 1) Les dépenses et les recettes de Fonctionnement s'équilibrent : 1 120 000€
- 2) Les dépenses et les recettes d'Investissement s'équilibrent : 1 311 000 €

3 contre / 2 abstentions / 8 Pour

5-Objet : Subventions aux associations

Monsieur Jérôme PRADIER, Adjoint à la vie associative, sports et festivités donne lecture des propositions d'attribution de subventions aux Associations pour l'année 2020 arrêtées par la Commission de la Vie Associative et Sportive au cours de sa réunion du 18 février 2020, 30 associations ont demandé une subvention.

Associations des 3 Saints	
AAPPMA "Le Goujon"	250,00
ACCA St Just	100,00
AH Nanas Givrées	50,00
Aïkido Club St Just/St Marcel	100,00
Amicale généalogique Sud Ardèche	50,00
Amicale Laïque	1000,00
APEL (Ecole Catholique)	400,00
Atelier Cézanne	300,00
Bibliothèque Socio-Educative	1 100,00
Bibliothèque animations	300,00
Comité des fêtes Li Drôles d'Aqui	2500.00
Détente et Loisirs Scrabble	100,00
Entente des Pétanqueurs St Justois	200,00
Groupement des Anciens Combattants	300,00
Harmonie de la Basse Ardèche	1 000,00
Judo	200,00
Les Saints Vadrouilleurs	250,00
Les trempe-cul	150,00
SMJMGR	300,00
Saint Just – Des Pierres et des Hommes	100,00
Sport Energie Saint Just	200.00
Tarot	50,00
Union Sportive St-Just/St-Marcel	1 300,00
UNRPA – Ensemble et solidaire	400,00
Volley-Ball	200,00
Yoga Asana	180,00
TOTAL	11080 €

Associations de Bourg Saint Andéol	
Croix Rouge Française BSA	100,00
Restos du Cœur BSA	100,00
Secours Catholique BSA	100,00
Secours Populaire BSA	100,00
TOTAL	400 €

Le Conseil Municipal :

- ACCEPTE les propositions de subvention pour les associations.

3 Abstentions / 10 Pour

7-Objet : Echange de terrains sans soulte GIRARD/Commune de SAINT JUST D'ARDECHE

(Projection DA)

Le Maire expose au Conseil Municipal que les consorts GIRARD propriétaires de l'ancienne parcelle cadastrée A2 437 (cadastrée avant DA maintenant parcelle A 1884 pour une superficie bâtie de 48 m²), à Saint Just d'Ardèche, demandent à la commune de procéder à un échange afin de réaliser deux garages et d'agrandir leur propriété bâti.

Le Maire présente au Conseil Municipal le plan de situation et précise qu'avec cet échange, la place publique sera bien plus accessible et visible pour les véhicules.

Monsieur le Maire propose d'échanger la parcelle cadastrée A 1886 d'une superficie de 2 m² et A 1888 d'une superficie de 3 m² appartenant au domaine privé de la commune (donc pas de nécessité de passer par une enquête publique) contre la parcelle cadastrée A 1885 de 3 m² appartenant aux consorts GIRARD.

Le Maire propose au Conseil Municipal :

- Que les consorts GIRARD vendent à la commune la parcelle A 1885 pour une superficie de 3 m² (DMPC n° 767E).
 - Que la Commune vende aux consorts GIRARD les parcelles A 1886 et A 1888 pour une superficie totale de 5m².
 - PRECISE que cet échange aura lieu sans soulte d'une part et d'autre part.
-
- AUTORISE la représentation de la Commune, et notamment la signature de l'acte de vente passé en la forme administrative ainsi que tous document s'y

rapportant, en application de l'article L 1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- AUTORISE Monsieur le Maire à saisir le cabinet EURYECE aux fins de rédaction de l'acte d'échange en la forme administrative.
- DIT que les frais d'actes seront à la charge des consorts GIRARD.

Madame ROSIN interpelle le Maire à la fin du Conseil Municipal sur la hauteur de construction, le maire lui donne comme réponse que la hauteur restera inchangée du fait de l'adoption du PLU.

1 Contre / 12 Pour

8-Objet : Désaffectation et Cession d'une portion du Domaine Public aux consorts COURT/PRADIER.
--

RETIREE de l'ordre du jour

(Projection DA)

Monsieur le Maire rappelle que la commune de Saint Just d'Ardèche est propriétaire de l'accotement de la route du Pont Cassé.

Que depuis de nombreuses années, un bâtiment, un passage et une terrasse ont été édifiés sur le domaine public de la commune pour une superficie de 481 m².

Considérant le demande des consorts PRADIER/COURT qui souhaitent régulariser une situation qui perdure depuis de très nombreuses années,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L 2141-1 qui précise qu'un « bien d'une personne publique mentionnée à l'article L 1, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement ».

CONSIDERANT que cet espace, n'est plus à l'usage du public depuis plus de 30 ans mais seulement à l'usage de la famille COURT/PRADIER.

CONSIDERANT qu'il résulte de cette situation une désaffectation de fait de ce bien.

Afin de procéder à la cession de cette portion de Domaine Public désaffecté, il faut fixer un prix pour cette régularisation. Monsieur le Maire propose le prix de 10 € le m² soit un total de 4 810€ correspondant aux 481 m² pour ce terrain.

Monsieur le Maire demande au Conseil Municipal de bien vouloir:

- CONSTATER la désaffectation de cette portion du Domaine Public sise route du Pont Cassé.
- DECIDER du déclassement dudit bien tel que présenté ci-dessus du domaine public communal et son intégration dans le domaine privé communal, conformément aux documents de l'expert géomètre qui a borné le terrain.
- ACCEDER à la demande du pétitionnaire et de fixer le tarif de cette cession.
- AUTORISER la représentation de la Commune, et notamment la signature de l'acte de vente passé en la forme administrative ainsi que tous document s'y rapportant, en application de l'article L 1311-13 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- AUTORISER Monsieur le Maire à saisir le cabinet EURYECE aux fins de rédaction de l'acte d'échange en la forme administrative.
- DIRE que les frais d'actes seront à la charge des consorts COURT/PRADIER.

9-Objet : Implantation local ADN

Retire de l'ordre du jour

(Projection plan)

Le Syndicat Mixte AD N s'est engagé, au travers de la réalisation du Réseau d'Initiative Publique FTTH (fibre optique à l'abonné), à desservir 97% de des foyers de l'Ardèche et de la Drôme au cours des dix prochaines années.

Ce projet ambitieux nécessite l'implantation de locaux nommés « Nœuds de Raccordement optique (NRO) », et « Multi Sous Répartiteurs Optiques (MSRO) ».

Le Maire expose au Conseil Municipal la proposition de la société ECOPLAN, maître d'œuvre du Syndicat Mixte ADN, portant convention d'occupation de la parcelle B n 1283 place du jeu de boule – cette parcelle répondant au mieux aux critères technico économiques requis pour une emprise de 54,62 m² au sol.

Le Maire demande au Conseil Municipal :

- d'Approuver l'implantation du local technique sur la parcelle concernée,
- d'Approuver la proposition de conventionnement avec le Syndicat Mixte ADN,
- d'Autoriser le Maire à signer la convention d'occupation en annexe,
- d'Autoriser le Maire à signer la convention et l'ensemble des actes nécessaires à la mise en œuvre ainsi que l'ensemble des actes qui conditionneraient ou faciliteraient la mise en œuvre du projet d'ADN sur le territoire communal.

10-Objet : Urbanisme – PLU de la commune de Saint Just d'Ardèche Instauration du Permis de Démolir.

Vu

- le code de l'urbanisme et notamment l'article R421-27
- le PLU de la commune approuvé par la Communauté de Commune en date du 21 novembre 2019 et opposable depuis le 14 février 2020.

CONSIDERANT :

- que depuis la réforme des autorisations d'urbanisme de 2007, les permis de démolir ne sont plus systématiquement requis,
- que la collectivité souhaite préserver la qualité architecturale et patrimoniale du bâti local.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- DECIDE de soumettre a permis de démolir, pour la commune, les zones : UA, A , AP Nt du PLU.
- CHARGE le Maire de tout acte, signature et autres formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

11-Objet : Participation 2020 aux coopératives scolaires de l'école publique

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la gestion des fournitures scolaires et des activités extrascolaires est confiée directement à la coopérative scolaire de chaque classe. Il propose de voter les forfaits budgétaires 2020.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité:

- D'ATTRIBUER pour les activités extrascolaires, sur la base d'un effectif constaté de 169 élèves en septembre 2019, une somme globale de 5746 € pour l'ensemble de l'établissement scolaire public soit 34 € par enfant,
- D'ATTRIBUER pour les fournitures scolaires une somme de 39 € par élève, pour un effectif prévisionnel de 170 élèves (soit une somme globale de 6630 €).

<p><u>12-Objet</u> : Participation 2020 aux frais de fonctionnement de l'école privée Saint Joseph.</p>

Monsieur le Maire soumet au Conseil la participation de la Commune aux frais de fonctionnement de l'Ecole Privée.

Il présente un état des dépenses de fonctionnement de l'école publique au titre de l'exercice budgétaire 2019 pour tout ce qui concerne les frais liés à la maintenance et au fonctionnement des bâtiments. Ces dépenses se sont élevées à la somme de 34622.46 €.

Comme cela se fait depuis des années, la commune a opté pour inclure dans ce calcul les frais de personnel qui interviennent dans les classes. Il précise que sont prises en compte les charges d'une ATSEM à 80% et de 3 ATSEM à mi- temps dans les classes soit en tout 58503.33 €.

Au total les frais s'élèvent à 93125.79 €.

Cela donne un coût moyen de 551 € par élève, sur la base de 169 élèves comptabilisés à la rentrée scolaire 2019.

Considérant l'effectif Saint-Justois de l'école privée à la rentrée scolaire 2019, de 20 élèves.

Le Conseil Municipal décide à l'unanimité :

- FIXER la participation communale aux frais de fonctionnement de l'Ecole Privée pour l'année 2020 à la somme de 11020 € (551 € x 20).
- D'ACCORDER une subvention de 680 € au titre de la participation aux activités extrascolaires.(34€ x 20 élèves)

FIN DE SEANCE 19H 30